

BANCARISATION DE LA PAIE ET COMPORTEMENT D'EPARGNE DES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT EN TERRITOIRE DE MAHAGI, PROVINCE DE L'ITURI EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

¹BITANGI BWATUNDA Delphin, ²EGUDRA NYADRI Janvier, ³RAMAZANI BIN SABITI RABITI Jean-Paul, ⁴KITOKO LISOMBO Etienne

¹*Chef de Travaux à l'Institut Supérieur Pédagogique de Mahagi, RDC.*

²*Professeur Associé à l'Université de Kisangani, RDC.*

³*Professeur à l'Université de Kinshasa, RDC.*

⁴*Professeur Ordinaire à l'Université de Kisangani, RDC.*

Corresponding Author :

To Cite This Article : Delphin, B. B., Janvier, E. N., Paul, R. B. S. R. J.-., & Etienne, K. L. (2026). BANCARISATION DE LA PAIE ET COMPORTEMENT D'EPARGNE DES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT EN TERRITOIRE DE MAHAGI, PROVINCE DE L'ITURI EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO. Journal of Advance Research in Business, Management and Accounting (ISSN: 2456-3544), 12(2), 8-14. <https://doi.org/10.61841/nn-bma-12-2-40>

RESUME

Cette étude analyse l'impact de la réforme de la bancarisation de la paie sur le comportement d'épargne des fonctionnaires de l'État dans le territoire de Mahagi, en République Démocratique du Congo. Bien que cette politique vise l'assainissement des finances publiques et l'inclusion financière, les résultats révèlent une prédominance du phénomène de « tout-cash », caractérisé par le retrait intégral des salaires dès leur mise à disposition. En s'appuyant sur une approche méthodologique inductive et une enquête menée auprès de 160 agents publics, la recherche démontre que la modicité des revenus constitue le principal déterminant structurel de l'absence d'épargne formelle, le salaire se situant généralement en deçà du seuil de consommation incompressible.

L'analyse met également en exergue des barrières institutionnelles et logistiques majeures. La crise de confiance envers le système bancaire, alimentée par des risques d'illiquidité et une qualité de service précaire, ainsi que l'éloignement géographique des agences, renforcent la préférence pour la liquidité absolue. Les coûts de transaction élevés et les dysfonctionnements opérationnels finissent par réduire le compte bancaire à un simple instrument de transit technique. En conclusion, l'étude souligne que l'efficacité de la bancarisation comme levier de mobilisation de l'épargne locale reste tributaire d'une amélioration substantielle du pouvoir d'achat des agents et d'un renforcement de la fiabilité du réseau bancaire en milieu rural.

MOTS-CLES : Bancarisation, Epargne, Fonctionnaires, Inclusion financière, Mahagi, République Démocratique du Congo.

ABSTRACT

This study examines the impact of the payroll banking reform on the saving behavior of civil servants in the Mahagi territory of the Democratic Republic of the Congo. Although this policy aims to streamline public finances and promote financial inclusion, the findings reveal a predominant "all-cash" phenomenon, characterized by the full withdrawal of salaries as soon as they are made available. Employing an inductive methodological approach and a survey of 160 public agents, the research demonstrates that the meagerness of income is the primary structural determinant of the lack of formal savings, as wages generally remain below the threshold of incompressible consumption.

The analysis also highlights significant institutional and logistical barriers. A deep crisis of confidence in the banking system, fueled by liquidity risks and poor service quality, along with the geographical distance of bank branches, reinforces a strong preference for absolute liquidity. High transaction costs and operational failures ultimately reduce bank accounts to mere technical transit instruments. In conclusion, the study emphasizes that the effectiveness of banking as a lever for mobilizing local savings remains dependent on a substantial improvement in purchasing power and the strengthening of banking network reliability in rural areas.

KEYWORDS: Banking, Savings, Civil servants, Financial inclusion, Mahagi, Democratic Republic of the Congo.

INTRODUCTION GENERALE

CONTEXTE DE L'ETUDE

Dans le cadre du fonctionnement macroéconomique, le système bancaire agit comme le moteur de la circulation monétaire, orchestrant l'allocation des ressources entre les agents à capacité de financement et ceux en besoin de financement (Colcard, 1947). Cette intermédiation financière, bien que fondamentale, a longtemps été marginale au sein de l'administration publique de la République Démocratique du Congo. Pendant plusieurs décennies, l'Etat congolais a fait face à des faiblesses structurelles majeures, notamment l'absence de maîtrise des effectifs et l'usage prédominant des circuits de paiement en espèces. Ce système manuel favorisait de nombreux dysfonctionnements tels que le détournement de fonds publics, la prolifération d'agents fictifs et une insécurité chronique liée au transport de numéraire (Medje, 2021).

PROBLEMATIQUE ET QUESTIONS DE RECHERCHE

Afin d'assainir les finances publiques et d'intégrer les agents de l'Etat dans le circuit financier formel, le gouvernement a généralisé la bancarisation de la paie. Toutefois, en dépit de cette réforme, le territoire de Mahagi, situé dans la province de l'Ituri, présente une dynamique particulière marquée par une préférence marquée pour la liquidité. Le compte bancaire, qui devrait constituer le premier support de l'épargne, semble se réduire à un simple canal de transit. Le nœud du problème réside dans l'inefficacité du mécanisme de bancarisation comme levier de constitution de l'épargne, transformant les institutions de crédit en simples « couloirs » de retrait. Ce constat conduit à formuler les interrogations suivantes : quels sont les facteurs déterminants du retrait quasi intégral des salaires par les fonctionnaires de Mahagi et quels sont les obstacles structurels et conjoncturels qui freinent la constitution d'une épargne formelle dans ce territoire frontalier ?

HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

En réponse à ces interrogations, la présente étude postule que la modicité des rémunérations, l'éloignement géographique des points de service et les contraintes temporelles liées aux files d'attente constituent les principaux moteurs du retrait total des avoirs. Par ailleurs, il est suggéré que la constitution d'une épargne formelle est entravée par le coût élevé des services bancaires ainsi que par une crise de confiance persistante envers les institutions financières, exacerbée par des craintes relatives à la liquidité et à la stabilité du système.

CADRE THÉORIQUE ET EMPIRIQUE

La littérature économique souligne que les économies africaines, souvent caractérisées comme des économies d'endettement, dépendent fortement du canal bancaire par opposition aux marchés boursiers (Mukundi, 2017). Sur le plan empirique, des travaux antérieurs ont montré que si la bancarisation améliore la régularité de la paie, son impact sur l'épargne reste marginal en raison de la faiblesse du revenu disponible (Wasinga, 2021). D'autres analyses, s'appuyant sur les critères du Comité d'Aide au Développement (CAD), révèlent que l'efficacité et la viabilité de ces réformes restent tributaires de l'environnement socio-économique local (Bobo, 2023). La présente recherche s'inscrit dans ce sillage en analysant les comportements financiers spécifiques aux agents publics dans un contexte de zone frontalière.

OBJECTIFS ET INTÉRÊT DE L'ÉTUDE

L'objectif principal de cette étude est d'identifier les déterminants du comportement de « tout-cash » chez les fonctionnaires et de déceler les freins à l'épargne formelle dans la commune rurale de Mahagi. L'intérêt de cette recherche est double : d'une part, elle contribue au débat académique sur l'inclusion financière en milieu rural et, d'autre part, elle fournit des indications empiriques aux décideurs politiques pour ajuster la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière, laquelle vise un taux d'inclusion de 65 % d'ici 2028 (Nzoimbengene, 2023).

APPROCHE METHODOLOGIQUE ET SUBDIVISION

Pour vérifier les hypothèses soulevées, l'étude adopte une démarche inductive soutenue par une technique documentaire et une enquête de terrain. En raison de la nature des données économiques, un questionnaire a été administré à un échantillon de 160 individus, composé de 60 agents de la Direction Générale de Migration (DGM) et de 100 infirmiers. Les données recueillies ont fait l'objet d'une analyse de contenu et d'un traitement statistique par le calcul de fréquences et de pourcentages. Hormis l'introduction et la conclusion, la réflexion s'articule autour de trois axes : l'organisation économique et le cadre conceptuel du territoire de Mahagi, la présentation des résultats de l'enquête, et enfin, la discussion des résultats au regard des théories de l'intermédiation financière.

ORGANISATION ECONOMIQUE ET CADRE CONCEPTUEL DU TERRITOIRE DE MAHAGI

APPROCHE CONCEPTUELLE : BANCARISATION, SALAIRE ET EPARGNE

La bancarisation s'analyse comme la mesure de l'intégration financière d'une population donnée, reflétant l'usage effectif des services bancaires (ouverture de compte, flux monétaires scripturaux) au détriment des transactions manuelles en espèces. Selon Denis (2024), elle traduit l'extension du pouvoir des institutions financières dans l'économie à travers la substitution du numéraire par des instruments de paiement électroniques ou scripturaux. Son indicateur de référence, le taux de bancarisation, est déterminé par le ratio entre le nombre de comptes bancaires actifs et la population totale, multiplié par cent (Mukundi, 2018).

Parallèlement, le salaire constitue la contrepartie monétaire de la force de travail engagée dans un contrat de louage de services (Silem & Albertini, 2004). En République Démocratique du Congo, cette rémunération est encadrée par la

Constitution du 18 février 2006 qui impose, en son article 170, le franc congolais comme unité monétaire libératoire sur l'ensemble du territoire national. Dans le secteur public, le fonctionnaire de l'Etat désigne toute personne investie d'une activité publique et dont la rémunération est directement supportée par le Trésor Public, conformément au décret-loi n°017/2002 portant code de conduite de l'agent public de l'Etat.

Sur le plan macroéconomique, l'épargne représente la portion du revenu qui n'est pas allouée à la consommation immédiate. Comme le soulignent Capul et Garnier (2013), il s'agit d'un acte de renonciation à une satisfaction instantanée au profit de l'accumulation d'un capital destiné à des usages futurs. Dans le cadre de cette étude, elle est appréhendée comme le solde résiduel conservé au sein du circuit bancaire après la perception du salaire.

GEOGRAPHIE ECONOMIQUE ET STRUCTURE DES ACTIVITES DU TERRITOIRE DE MAHAGI

Créé par l'ordonnance n°21/51 du 28 janvier 1956, le territoire de Mahagi est une entité de 5 216 km² située au nord du lac Albert, frontalière avec la République de l'Ouganda. Sa configuration spatiale et sa délimitation administrative, telles qu'illustrées par la figure ci-dessous, permettent de visualiser les enjeux de proximité et d'enclavement propres à cette entité.



Carte 1 : Délimitation administrative et situation géographique du territoire de Mahagi

Source : Rapport annuel 2024 de l'Administration du Territoire, adapté par l'auteur (2026).

Cette cartographie s'avère fondamentale pour l'analyse des dynamiques de bancarisation au sein de l'espace étudié. En illustrant une étendue territoriale de 5.216 km² ainsi qu'une position frontalière stratégique, cet outil visuel met en exergue l'immensité du relief face à la polarisation urbaine des infrastructures bancaires. Cette configuration spatiale permet d'appréhender les contraintes d'asymétrie géographique soulevées dans la problématique, rendant compte des distances structurelles que les agents publics doivent franchir pour accéder à leurs salaires. Dans le prisme de l'économie monétaire, une telle organisation du territoire constitue un déterminant majeur de la préférence pour la liquidité et de la persistance de l'informalité financière en milieu rural. »

Son relief accidenté, oscillant entre 1.700 et 1.900 mètres d'altitude, se caractérise par des montagnes escarpées et des vallées profondes. Sa position stratégique en fait une plaque tournante commerciale, bien que marquée par une forte extraversion économique où le shilling ougandais prédomine à 90 % dans les échanges au détriment du franc congolais.

L'économie locale repose essentiellement sur une vocation agricole et halieutique. Les cultures vivrières (manioc, maïs, haricot) côtoient des cultures industrielles d'exportation comme le café, le coton et le tabac. Cependant, le tissu industriel, autrefois soutenu par des entreprises telles que la SOCONOKI et la CIDRACO, a été démantelé par les conflits armés cycliques ayant frappé le district de l'Ituri. Le secteur des petites et moyennes entreprises (PME) oriente désormais 30 % de ses flux vers Kisangani et 70 % vers l'Ouganda. Le climat des affaires demeure précaire, handicapé par une fiscalité non coordonnée, un pouvoir d'achat atone, et une absence totale d'infrastructure électrique, où le bois (100 %) et les hydrocarbures (25 %) restent les principales sources d'énergie.

Malgré ces contraintes, le territoire présente un potentiel d'émergence significatif grâce à son sol sablonneux-argileux fertile, ses gisements miniers (or, cobalt, fer) et les ressources halieutiques du lac Albert. Sa configuration géographique offre des perspectives de développement pour la pêche industrielle et l'hydroélectricité, à condition de stabiliser le cadre macroéconomique local et de renforcer l'usage des circuits financiers formels pour capter l'épargne domestique.

PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE

L'analyse des données recueillies auprès des 160 agents et fonctionnaires de l'Etat dans la commune rurale de Mahagi permet d'appréhender les dynamiques interactionnelles entre la réforme de la bancarisation et les pratiques financières des agents publics. L'étude s'articule autour de deux axes majeurs : l'identification des déterminants du retrait exhaustif des émoluments et l'analyse des barrières structurelles à la constitution d'une épargne formelle au sein du circuit bancaire local.

DETERMINANTS DU RETRAIT INTEGRAL DES SALAIRES

Le comportement financier des fonctionnaires de Mahagi est marqué par une préférence marquée pour la liquidité immédiate. Les données synthétisées dans le tableau 1 révèlent les facteurs explicatifs de cette tendance au « tout-cash ».

Tableau 1 : Facteurs explicatifs du retrait intégral du salaire bancarisé

Catégorie d'agents	Salaire dérisoire	Distance domicile-banque	Files d'attente	Total
Infirmiers (f)	69	19	12	100
Infirmiers (%)	69,00	19,00	12,00	100
Agents DGM (f)	37	15	8	60
Agents DGM (%)	61,67	25,00	13,33	100
Total général (f)	106	34	20	160
Total général (%)	66,25	21,25	12,50	100

Source : Enquêtes propres de l'auteur, 2024.

L'examen de ces résultats démontre que la modicité de la rémunération constitue le principal vecteur de la consommation intégrale du revenu, citée par 66,25 % de l'échantillon. Cette précarité salariale, particulièrement accentuée chez le personnel soignant (69 %), limite mécaniquement la capacité résiduelle de financement. Les contraintes logistiques, notamment la distance géographique séparant les usagers des points de service (21,25 %) et les externalités négatives liées aux files d'attente (12,5 %), renforcent cette propension à vider le compte dès son approvisionnement pour éviter des coûts de transaction temporels et monétaires itératifs.

ANALYSE DES OBSTACLES A L'EPARGNE FORMELLE ET CRISE DE CONFIANCE

Au-delà de la faiblesse des revenus, la constitution d'une épargne est entravée par une crise de confiance profonde vis-à-vis du système bancaire. Le tableau 2 illustre cette rupture entre les institutions financières et les fonctionnaires.

Tableau 2 : Etat de la confiance envers les institutions bancaires de paie

Catégorie d'agents	Confiance (Oui)	Méfiance (Non)	Total
Infirmiers (f)	44	56	100
Agents DGM (f)	18	42	60
Total (f)	62	98	160
Pourcentage (%)	38,75	61,25	100

Source : Enquêtes propres de l'auteur, 2024.

Une majorité significative des enquêtés (61,25 %) exprime une défiance caractérisée envers les banques locales. Cette perception négative est plus prononcée chez les agents de la Direction Générale de Migration (DGM), où 70 % des répondants récusent la fiabilité du système bancaire pour la garde de leurs avoirs. Cette méfiance se traduit par une intensité de confiance particulièrement faible, comme le suggère le tableau 3.

Tableau 3 : Graduation du niveau de confiance envers les banques

Catégorie d'agents	Très peu	Peu	Beaucoup	Total
Infirmiers (f)	60	28	12	100
Agents DGM (f)	48	12	0	60
Total (f)	108	40	12	160
Pourcentage (%)	67,50	25,00	7,50	100

Source : Enquêtes propres de l'auteur, 2024.

L'analyse de la graduation révèle que 67,5 % des agents n'accordent qu'une confiance « très faible » aux institutions financières, un sentiment qui culmine à 80 % au sein de la DGM. Cette érosion du capital confiance est corrélée à des dysfonctionnements opérationnels majeurs détaillés dans le tableau 4.

Tableau 4 : Justificatifs de la défiance envers le circuit bancaire de paie

Raisons	Fréquence (f)	Pourcentage (%)
Problème de liquidité	87	54,38
Qualité des services	36	22,50
Crainte de fermeture brusque	24	15,00
Autres raisons	13	8,12
Total	160	100

Source : Enquêtes propres de l’auteur, 2024.

Le risque d'illiquidité apparaît comme la variable prédominante du rejet du système (54,38 %), alimentant la perception de la banque comme un vecteur d'incertitude plutôt que de sécurité. À cela s'ajoute la qualité médiocre des services (22,5 %) et un risque de faillite perçu (15 %), caractéristiques d'un environnement post-conflit où la stabilité institutionnelle reste fragile. Enfin, la tarification des services constitue un frein non négligeable à l'inclusion financière.

Tableau 5 : Perception du coût des transactions bancaires

Niveau du coût	Fréquence (f)	Pourcentage (%)
Moindre	37	23,12
Moyen	27	16,88
Élevé	32	20,00
Très élevé	64	40,00
Total	160	100

Source : Enquêtes propres de l’auteur, 2024.

Pour 40 % des participants, les frais bancaires sont jugés « très élevés », agissant comme une taxe punitive sur des revenus déjà érodés par l'inflation et le coût de la vie. Cette structure de coûts, rapportée à la modicité des salaires, achève de transformer le compte bancaire en un simple instrument de transit technique, annihilant toute fonction de réserve de valeur ou de levier pour l'investissement local.

DISCUSSION DES RESULTATS AU REGARD DES THEORIES DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE

L'analyse des comportements financiers des agents publics à Mahagi révèle une déconnexion profonde entre les objectifs macroéconomiques de la réforme de la bancarisation et la réalité microéconomique des ménages. Le phénomène du « tout-cash », caractérisé par le retrait quasi intégral des émoluments dès leur mise à disposition, confirme la prévalence d'une préférence pour la liquidité absolue. Selon les résultats du tableau 1, la modicité du salaire (66,25 %) constitue le déterminant structurel de cette pratique. Dans l'optique de la théorie du revenu permanent, l'épargne est une fonction résiduelle du revenu après satisfaction des besoins de consommation incompressible. Pour les fonctionnaires de Mahagi, le salaire se situe en deçà du seuil de subsistance, transformant le compte bancaire en un simple vecteur de transit technique plutôt qu'en un instrument de thésaurisation ou d'investissement. Cette situation souligne que l'inclusion financière ne peut être déconnectée de la politique de rémunération ; sans un surplus monétaire après consommation, la bancarisation reste une coquille vide en termes de mobilisation de l'épargne locale.

L'inefficacité du mécanisme de bancarisation comme levier de constitution de l'épargne est également exacerbée par les coûts de transaction. Le tableau 5 indique que 40 % des agents jugent les frais bancaires « très élevés ». En théorie économique, les coûts de transaction (frais de tenue de compte, commissions de retrait, frais de transport vers les agences) agissent comme des barrières à l'entrée du système financier formel. Lorsque ces coûts absorbent une fraction significative d'un salaire déjà dérisoire, l'agent rationnel opte pour un retrait unique et total afin de minimiser les occurrences de taxation bancaire et les coûts d'opportunité liés aux files d'attente (12,5 %). Ce comportement est une réponse adaptative à une structure de marché où l'intermédiation financière est perçue comme un centre de coûts plutôt que comme un service générateur de valeur ou de sécurité.

Au-delà des facteurs monétaires, la crise de confiance identifiée dans les tableaux 2 et 3 (61,25 % de méfiance) constitue l'obstacle psychologique et institutionnel majeur. La théorie de l'intermédiation financière repose sur le postulat de la confiance et de la réduction de l'asymétrie d'information. Or, à Mahagi, le risque de réputation est élevé en raison de l'instabilité opérationnelle des banques. Le tableau 4 montre que le problème de liquidité (54,38 %) et la crainte de fermeture brusque (15 %) hantent les esprits. Cette perception renvoie à l'instabilité chronique du système financier congolais et à l'absence de garanties de dépôts tangibles pour les petits épargnants. Comme le souligne Bambure (2005), la confiance est le socle de la fidélisation ; en son absence, les agents préfèrent l'épargne informelle ou la détention d'actifs physiques, jugés plus sûrs et plus liquides que les dépôts scripturaux.

Enfin, les résultats mettent en exergue un échec relatif de la vision portée par la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (Nzoimbengene, 2023). Si la bancarisation a réussi l'exploit technique de l'ouverture forcée de comptes, elle n'a pas encore atteint le stade de l'appropriation fonctionnelle. La distance géographique (21,25 %) et la qualité médiocre des services (22,5 %) rappellent que la bancarisation de la paie n'est que la première étape d'un processus qui exige une densité de réseau et une fiabilité technique sans faille. Pour que le compte bancaire devienne un réservoir de valeur, il est impératif que les institutions financières passent d'une logique de prestation de service public délégué à une logique d'accompagnement client, capable d'offrir une expérience sécurisée et fluide, susceptible de transformer progressivement le comportement de retrait compulsif en un comportement d'épargne de précaution.

CONCLUSION

L'analyse de l'impact de la bancarisation de la paie sur le comportement financier des agents publics en territoire de Mahagi permet de conclure à une déconnexion persistante entre les impératifs de la réforme macroéconomique et les réalités microéconomiques locales. Les résultats de cette étude corroborent l'hypothèse initiale selon laquelle la modicité des rémunérations constitue le principal frein à l'émergence d'une épargne formelle. Avec 66,25 % des répondants justifiant le retrait intégral de leurs avoirs par l'insuffisance du salaire, le compte bancaire est relégué à une fonction de simple transit technique. Cette prédisposition au « tout-cash » est exacerbée par des contraintes logistiques majeures, notamment l'éloignement géographique (21,25 %) et les externalités temporelles liées aux files d'attente (12,50 %), confirmant ainsi que le coût d'opportunité de l'accès aux services bancaires l'emporte sur les bénéfices théoriques de l'intermédiation financière.

Par ailleurs, l'étude valide l'hypothèse d'une crise de confiance structurelle comme obstacle majeur à l'inclusion financière. La méfiance caractérisée de 61,25 % de l'échantillon, couplée à un niveau de confiance jugé « très faible » par 67,50 % des agents, traduit une rupture profonde entre les institutions financières et les usagers. Cette défiance est alimentée par des risques opérationnels tangibles, au premier rang desquels figure le problème de l'illiquidité (54,38 %), transformant la banque en un vecteur d'incertitude plutôt qu'en un sanctuaire de sécurité pour les actifs monétaires. Lorsque cette perception négative est couplée à une tarification des services jugée « très élevée » par 40 % des enquêtés, l'agent rationnel opte pour une sortie définitive du circuit bancaire dès la mise à disposition de ses fonds.

En conclusion, si la bancarisation a permis une meilleure maîtrise des effectifs de la fonction publique, son efficacité en tant qu'outil de développement économique par la mobilisation de l'épargne domestique reste marginale à Mahagi. La transition vers une économie scripturale et inclusive nécessite impérativement un réalignement de la politique salariale sur le coût de la vie et un renforcement de la viabilité opérationnelle des banques locales. Sans une densification du réseau et une restauration du capital confiance, la bancarisation demeurera une réforme de façade, incapable de transformer le comportement financier des fonctionnaires d'une logique de subsistance immédiate vers une dynamique d'accumulation et d'investissement à long terme.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Bambure, C. (2005). Le marketing des services bancaires : Stratégies et fidélisation. Éditions d'Organisation.
2. Bobo, B. (2023). Évaluation de la performance de la réforme de la bancarisation de la paie des agents de l'État en RDC. Éditions Universitaires Européennes.
3. Bobo, R. (2023). Évaluation de la réforme de la bancarisation de la paie des agents publics en RDC au regard des critères du CAD. *Revue Congolaise de Gestion et de Développement*, 14(2), 45-62.
4. Capul, J.-Y., & Garnier, O. (2013). Dictionnaire d'économie et de sciences sociales. Hatier.
5. Colcard, J. (1947). Les institutions financières et le cycle économique. Presses Universitaires de France.
6. Colcard, P. (1947). Principes de technique bancaire. Presses Universitaires de France.
7. Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006.
8. Décret-loi n°017/2002 du 03 octobre 2002 portant code de conduite de l'agent public de l'État.
9. Denis, J. (2024). Inclusion financière et dynamique bancaire dans les pays en développement. *Économica*.
10. Denis, J. (2024). Inclusion financière et dynamique bancaire dans les pays en développement. *Économica*.
11. Duff, A. (1999). Méthodologie de la recherche en sciences de gestion. Pearson Education.
12. Gourieux, C., & Monfort, A. (1995). Statistique et modèles économétriques. *Économica*.
13. Grady Klein, J., & Bauman, Y. (2014). L'économie en BD : Microéconomie. Eyrolles.
14. Grawitz, M. (2001). Méthodes des sciences sociales (11^e éd.). Dalloz.
15. Medje, K. (2021). Analyse des réformes de la chaîne de la dépense publique en RDC : Cas de la paie des fonctionnaires. *Journal de l'Économie Congolaise*, 8(1), 112-130.
16. Medje, M. (2021). Réforme de l'administration publique en RDC : Défis et perspectives de la bancarisation. *Revue Congolaise d'Économie et de Développement*.
17. Mukundi, G. (2017). Systèmes financiers comparés : Afrique et pays industrialisés. Harmattan.
18. Mukundi, M. (2017). Intermédiation financière et financement de l'économie en RDC. Presses Universitaires de Kinshasa.
19. Mukundi, M. (2018). Système bancaire congolais et défis de la bancarisation. Presses Universitaires de Kinshasa.
20. Nzoimbengene, P. (2023). Inclusion financière en RDC : Analyse de la Stratégie Nationale 2023-2028. Rapport technique du Ministère des Finances.

21. Nzoimbengene, P. (2023). Stratégie nationale d'inclusion financière 2023-2028 : Défis et perspectives pour la RDC. Rapport technique, Ministère des Finances.
22. Silem, A., & Albertini, J.-M. (2004). Lexique d'économie. Dalloz.
23. Wasinga, L. (2021). Impact de la bancarisation des salaires sur le comportement d'épargne des enseignants en zone rurale. Annales de l'UNIKIS, 15(3), 89-104.